

## Pourquoi les États-Unis ont besoin de cette guerre à Gaza



[Source : RI]

Par Pepe Escobar

Washington doit gagner sa guerre de Gaza contre l'Iran parce qu'il n'a pas réussi à gagner sa guerre d'Ukraine contre la Russie.

Le Sud global s'attendait à l'aube d'une nouvelle réalité arabe.

Après tout, la rue arabe – même si elle est réprimée dans ses pays d'origine – a vibré de manifestations exprimant une rage féroce contre le massacre en masse des Palestiniens de la bande de Gaza par Israël.

Les dirigeants arabes ont été contraints de prendre des mesures, au-delà de la suspension de quelques ambassadeurs auprès d'Israël, et ont appelé à un sommet spécial de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour discuter de la guerre israélienne en cours contre les enfants palestiniens.

Les représentants de 57 États musulmans se sont réunis à Riyad le 11 novembre pour porter un coup sérieux et concret aux génocidaires et à ceux qui les soutiennent. Mais en fin de compte, rien n'a été offert, pas même un réconfort.

La déclaration finale de l'OCI restera à jamais gravée dans le palais doré de la lâcheté. Les points forts du spectacle rhétorique sordide : nous nous opposons à la « légitime défense » d'Israël ; nous condamnons l'attaque contre Gaza ; nous demandons (à qui ?) de ne pas vendre d'armes à Israël ; nous demandons à la CPI kangourou d'« enquêter » sur les crimes de guerre ; nous demandons une résolution de l'ONU condamnant Israël.

Pour mémoire, c'est ce que les 57 pays à majorité musulmane ont pu faire de mieux en réponse à ce génocide du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'histoire, même si elle est écrite par les vainqueurs, a tendance à ne pas pardonner aux lâches.

Les quatre plus grands lâches, en l'occurrence, sont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Maroc – ces trois derniers ayant normalisé leurs relations avec Israël sous la lourde main des États-Unis en 2020. Ce sont eux qui ont constamment empêché l'adoption de mesures sérieuses

lors du sommet de l'OCI, comme le projet de proposition algérienne visant à interdire le pétrole à Israël et l'utilisation de l'espace aérien arabe pour livrer des armes à l'État occupant.

L'Égypte et la Jordanie – vassaux arabes de longue date – n'ont pas non plus fait preuve d'engagement, de même que le Soudan, qui est en pleine guerre civile. La Turquie, sous la direction du sultan Recep Tayyip Erdogan, a une fois de plus montré qu'elle ne faisait que parler sans agir ; une parodie néo-ottomane du « all hat, no cattle » texan [des paroles en l'air, mais pas d'action, NDLR].

## BRICS ou IMEC ?

Les quatre plus grands lâches méritent d'être examinés de près. Bahreïn est un vassal de bas étage qui héberge une branche clé de l'empire des bases américaines. Le Maroc entretient des relations étroites avec Tel-Aviv – il s'est rapidement vendu après la promesse israélienne de reconnaître la revendication de Rabat sur le Sahara occidental. En outre, le Maroc dépend fortement du tourisme, principalement de l'Occident collectif.

Viennent ensuite les gros bonnets, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces deux pays sont truffés d'armes américaines et, comme Bahreïn, accueillent également des bases militaires américaines. Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MbS) et son vieux mentor, le souverain émirati Mohammed ben Zayed (MbZ), tiennent compte de la menace de révolutions de couleur qui déchirent leurs domaines régaliens s'ils s'écartent trop du scénario impérial accepté.

Mais dans quelques semaines, à partir du 1er janvier 2024, sous la présidence russe, Riyad et Abou Dhabi élargiront considérablement leurs horizons en devenant officiellement membres des BRICS 11.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis n'ont été admis dans le groupe élargi des BRICS qu'en raison de calculs géopolitiques et géoéconomiques minutieux effectués par le partenariat stratégique Russie-Chine.

Avec l'Iran – qui a son propre partenariat stratégique avec la Russie et la Chine – Riyad et Abou Dhabi sont censés renforcer le poids énergétique de la sphère des BRICS et être des acteurs clés, plus tard, dans la campagne de dédollarisation dont le but ultime est de contourner le pétrodollar.

Pourtant, dans le même temps, Riyad et Abou Dhabi devraient également tirer d'immenses bénéfices du plan pas si secret de 1963 visant à construire le canal Ben Gourion, du golfe d'Aqaba à la Méditerranée orientale, arrivant – quelle coïncidence – tout près du nord de la bande de Gaza, aujourd'hui dévastée.

Le canal permettrait à Israël de devenir un centre de transit énergétique clé, délogeant le canal de Suez de l'Égypte, et cela s'accorde parfaitement

avec le rôle d'Israël en tant que nœud clé de facto dans le dernier chapitre de la guerre des corridors économiques : le corridor Inde-Moyen-Orient (IMEC) concocté par les États-Unis.

IMEC est un acronyme assez pervers, comme l'est toute la logique de ce corridor fantastique, qui consiste à positionner Israël, qui viole le droit international, comme une plaque tournante commerciale essentielle et même comme un fournisseur d'énergie entre l'Europe, une partie du monde arabe et l'Inde.

C'est également la logique qui sous-tend la mascarade du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à l'ONU en septembre, lorsqu'il a montré à l'ensemble de la « communauté internationale » une carte du « nouveau Moyen-Orient » dans laquelle la Palestine avait été totalement effacée.

Tout ce qui précède suppose que l'IMEC et le canal Ben Gourion seront construits – ce qui n'est pas acquis, quel que soit le degré de réalisme.

Pour en revenir au vote de l'OCI, l'Égypte et la Jordanie, deux pays situés aux frontières occidentale et orientale d'Israël, se trouvaient dans la position la plus délicate. L'État occupant souhaitait repousser définitivement quelque 4,5 millions de Palestiniens à l'intérieur de leurs frontières. Mais Le Caire et Amman, également inondés d'armes américaines et financièrement en faillite, ne survivraient jamais aux sanctions américaines s'ils s'inclinaient de manière trop inacceptable vers la Palestine.

Ainsi, en fin de compte, trop d'États musulmans qui ont préféré l'humiliation à la droiture ont raisonné en termes d'intérêts nationaux très étroits et pragmatiques. La géopolitique est impitoyable. Tout est question de ressources naturelles et de marchés. Si vous n'avez pas l'un, vous avez besoin de l'autre, et si vous n'avez aucun des deux, un hégémon vous dicte ce que vous avez le droit d'avoir.

La rue arabe et musulmane et la majorité mondiale peuvent à juste titre se sentir découragées lorsqu'elles constatent que ces « dirigeants » ne sont pas prêts à faire du monde islamique un véritable pôle de puissance au sein de la multipolarité émergente.

Il ne saurait en être autrement. De nombreux États arabes clés ne sont pas des entités souveraines. Ils sont tous enfermés, victimes d'une mentalité de vassal. Ils ne sont pas prêts – pour l'instant – à affronter l'Histoire. Et malheureusement, ils restent encore otages de leur propre « siècle d'humiliation ».

Le coup de grâce humiliant a été donné par nul autre que le maniaque génocidaire de Tel-Aviv lui-même : il a menacé tous les pays arabes s'ils ne se taisaient pas – ce qu'ils ont déjà fait.

Bien sûr, il y a des cœurs courageux arabes et musulmans très importants en Iran, en Syrie, en Palestine, en Irak, au Liban et au Yémen. Bien qu'ils ne

constituent en aucun cas une majorité, ces acteurs de la Résistance reflètent le sentiment de la rue comme aucun autre. Et avec la guerre d'Israël qui s'étend chaque jour, leur poids régional et mondial est destiné à augmenter de façon incommensurable, tout comme dans toutes les autres guerres régionales de l'Hégémon.

## Étrangler un nouveau siècle dans le berceau

La débâcle catastrophique du projet Ukraine et la relance d'une guerre irréductible en Asie occidentale sont profondément liées.

Au-delà du brouillard de l'« inquiétude » de Washington concernant le déchaînement génocidaire de Tel-Aviv, le fait crucial est que nous sommes en plein cœur d'une guerre contre les BRICS 11.

L'Empire ne fait pas de stratégie ; au mieux, il élabore des plans d'affaires tactiques à la volée. Il y a deux tactiques immédiates en jeu : une armada américaine déployée en Méditerranée orientale – dans un effort raté pour intimider les mastodontes de l'Axe de la Résistance que sont l'Iran et le Hezbollah – et une possible élection de Milei en Argentine liée à sa promesse avouée de rompre les relations entre le Brésil et l'Argentine.

Il s'agit donc d'une attaque simultanée contre les BRICS 11 sur deux fronts : L'Asie de l'Ouest et l'Amérique du Sud. Les États-Unis ne ménageront pas leurs efforts pour empêcher les BRICS 11 de se rapprocher de l'OPEP+. L'un des principaux objectifs est d'inspirer la crainte à Riyad et à Abou Dhabi, comme l'ont confirmé des sources commerciales du golfe Persique.

Même les dirigeants vassaux présents à l'exposition de l'OCI auraient été conscients que nous sommes maintenant au cœur de l'Empire contre-attaque. Cela explique en grande partie leur lâcheté.

Ils savent que pour l'hégémon, multipolarité égale « chaos », unipolarité égale « ordre » et que les acteurs malveillants sont des « autocrates » – tels que le nouvel « axe du mal » russo-chinois-iranien et tous ceux, en particulier les vassaux, qui s'opposent à l'« ordre international fondé sur des règles ».

Ce qui nous amène à l'histoire de deux cessez-le-feu. Des dizaines de millions de personnes au sein de la majorité mondiale se demandent pourquoi l'hégémon cherche désespérément à obtenir un cessez-le-feu en Ukraine tout en refusant catégoriquement un cessez-le-feu en Palestine.

Le gel du projet Ukraine préserve le fantôme de l'hégémonie juste un peu plus longtemps. Supposons que Moscou morde à l'hameçon (elle ne le fera pas). Mais pour geler l'Ukraine en Europe, l'hégémon aura besoin d'une victoire israélienne à Gaza – peut-être à n'importe quel prix – pour conserver ne serait-ce qu'un vestige de son ancienne gloire.

Mais Israël peut-il remporter la victoire plus que l'Ukraine ? Tel-Aviv a peut-être déjà perdu la guerre le 7 octobre, car il ne pourra jamais retrouver sa façade d'invincibilité. Et si cela se transforme en une guerre régionale qu'Israël perd, les États-Unis perdront du jour au lendemain leurs vassaux arabes, qui ont aujourd'hui une option chinoise et russe qui les attend dans les coulisses.

Le grondement de la rue s'amplifie, exigeant que l'administration Biden, désormais considérée comme complice de Tel-Aviv, mette un terme au génocide israélien qui pourrait déboucher sur une guerre mondiale. Mais Washington n'obtempère pas. Les guerres en Europe et en Asie occidentale sont peut-être sa dernière chance (qu'il perdra) d'empêcher l'émergence d'un siècle eurasienn prospère, connecté et pacifique.

Pepe Escobar

Source : The Cradle

Traduction Réseau International